

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP)
Rapport de mise à jour trimestriel (Juillet-Septembre 2011)

Période couvert (Trimestre)	1 Juillet au 30 Septembre 2011		
Numéro du projet et le titre du projet	PBFCAF -K-12 : Prévention de recrutement, démobilisation et réintégration socioéconomique des enfants associés aux forces et groupes armés et autres enfants et femmes vulnérables dans les zones de conflits 2 ^{ème} phase.		
Agence bénéficiaire:	UNFPA-UNICEF-WFP		
Partenaires d'exécution (Agence Gouvernementale, Agences NU, Organisations de la Société Civile)	Ministère des Affaires Sociales, de la Solidarité Nationale et de la Famille Ministère de la Défense Nationale, des Anciens Combattants, Victimes de Guerre et de la Restructuration de l'Armée Ministère Désarmement, Démobilisation et Réinsertion des Ex combattants et de la Jeunesse Pionnière Nationale Conseil Danois des Réfugiés, Jeunesse Pionnière Nationale (JPN),		
Date d'approbation par le Comité de Pilotage:	10 Août 2010		
Budget total alloué	\$ 1 500 000		
Fonds engagés du budget total alloué¹	1 132 352,31 \$ 159.397 UNFPA \$ 622.955,31 UNICEF \$ 350.000 WFP	% de fonds engagés / budget total alloué:	75,49 %
Fonds dépensés² du budget total alloué:	818 431, 31 \$ 95476 UNFPA \$ 372 955,31 UNICEF \$ 350 000 WFP	% de fonds dépensés / budget total alloué:	54,56 %
Date de clôture prévue:	29 février 2012	Retard éventuel (mois):	04 mois
Domaine d'investissement : Résultats stratégiques (effets sectoriels): Indicateurs pour mesurer les effets	Domaine de priorité d'investissement : Résultat stratégique (Cadre stratégique du FCP) :		
Résultats immédiats (= produits projet) avec référence aux indicateurs: UNICEF a finalisé le	Résultat 1.1: Maintien de la capacité des CTO à fournir des soins et protection aux enfants démobilisés et autres enfants vulnérables ayant besoin de prise en charge temporaire.	UNICEF-PAM Contrainte(s) : La situation de sécurité s'est dégradée davantage pendant le mois de septembre, surtout dans la Vakaga, suite au déclenchement de nouveaux	

¹ Fonds engagés sont définis comme des contrats légaux pour des services, des travaux tels que régis par les procédures et régulations financières des agences

² Paiement (services, travaux) sur les engagements.

<p>15 juillet l'accord de partenariat avec DRC pour la prise en charge de 1 000 enfants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 500 enfants issus des groupes d'autodéfense et 100 enfants vulnérables sont en train d'être identifiés. - 400 enfants ex EAFGA au APRD bénéficient d'un suivi continu de leur réinsertion communautaire et des projets individuels ou en groupe sont en train d'être mis en place pour leur offrir des nouvelles opportunités socio-économiques, en complémentarité avec le programme de réintégration dont ils ont bénéficié précédemment. 	<p>Réalisations accomplies :</p> <p>Il faut noter comme déjà expliqué précédemment que les enfants ne transiteront pas dans le CTO, mais ils seront réinsérés directement dans leurs familles d'origine ou dans des familles d'accueil.</p> <p>Le PAM est en train de finaliser le mémorandum d'entente avec le FNUAP et l'ONG Jeunesse Pionnière Nationale (JPN) pour le déroulement de cet activité pour la distributions de des vivres a 300 jeunes et femmes vulnérables dans la sous-préfecture de Bossangoa (site Boubou). Ce présent MOU prévoit la distribution de 15 mt de vivres (équivalent à US\$19,736) pendant une période de 3 mois.</p>	<p>affrontements entre le UFDR et le CPJP. Certaines sources ont rapporté l'utilisation d'enfants par les deux parties au conflit.</p> <p>Cependant, les zones de combat restant inaccessibles, aucune mission de vérification et assistance spécifique aux enfants associés aux forces et groupes armées, n'a été entamée pour l'instant dans ces régions. Les régions de Haut Mboumu, le Mboumu et Nana-Giribizi restent également inaccessibles.</p> <p>Solution(s) Proposée(s) :</p> <p>Des discussions doivent être entamées avec les différents groupes armés pour obtenir la signature d'un plan d'action et le relâchement immédiat des enfants associés, aussi bien que avec le gouvernement pour qu'il sanctionne négativement le recrutement d'enfants dans les groupes d'autodéfense.</p> <p>Ratification par la RCA du protocole optionnel à la CDE (recrutement et utilisation des enfants dans les conflits armés.) et mise en application d'une législation y conforme</p>
<p>15 réseaux de protection de l'enfant établis, soutenus et opérationnels.</p> <p>13 comités locaux de protection ont été renforcés à travers des formations et un suivi continu de leur activités</p>	<p>Résultat attendu 2.1 : Les capacités des réseaux communautaires de protection des enfants et des femmes établis et les ONGs locales à assurer le suivi et la protection des enfants et femmes vulnérables, en particulier ceux associés aux groupes armés, ceux victimes d'abus et exploitations sexuelles et autres enfants et femmes à risque sont renforcées.</p> <p>Réalisations accomplies :</p> <p>Dans le cadre de l'accord de partenariat DRC-UNICEF 10 comités communautaires de protection et de promotion des droits des enfants sont en train d'être constitués dans la sous-préfecture de Paoua. 100 enfants vulnérables sont en train d'être identifiés, comme spécifié ci-haut.</p> <p>Dans la sous-préfecture de Bocaranga la protection de l'enfance a été introduite au niveau local, dans le cadre de la prolongation d'un accord de partenariat entre UNICEF et IRC pour la prévention et la réponse aux violences basées sur le genre.</p>	<p>UNICEF –UNFPA</p> <p>Contrainte(s) :</p> <p>Persistance de l'insécurité dans le Nord et l'Est du Pays, entre autre la présence des éléments armés du Chef de guerre BABALADE à Kabo et Kaga Bandoro.</p> <p>Période de saison de pluie, les routes sont dégradées.</p> <p>Absence de réseaux communautaires spécifiques aux besoins des enfants et absence d'infrastructures adéquates pour la formation aux petits métiers identifiés au niveau des préfectures ciblées par JPN.</p> <p>L'insuffisance des fonds liés aux prix exorbitants et quantités des kits face aux nombres de jeunes formés par JPN et la multitude des métiers choisis par les jeunes est un risque d'échec.</p> <p>Un autre facteur de risque serait le refus des jeunes de s'organiser en groupement tel que préconisé</p> <p>Solution(s) Proposée(s) :</p> <p>Voir résultat 1.1 et les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Choix du site de formation des jeunes identifiés aux petits métiers à BOUBOU/ Bossangoa.

		<ul style="list-style-type: none"> • Formation des maîtres artisans pour assurer l'encadrement des enfants ciblés par JPN et l'UNFPA après leur formation théorique. • Et regroupement des enfants en associations. • Pour la réinsertion des Enfants ciblés par JPN, regroupement des enfants en association, avec suivi et encadrement par les maîtres artisans qui vivent eux-mêmes dans la communauté. • Le fait d'avoir reçu une formation et des kits dans le cadre du projet est un facteur positif pour la pérennisation des acquis.
<p>10 espaces amis des enfants sont en train d'être mis en place sur les axes Bavara-Gbangba-Gbindia et axe Bavara-Taley,</p> <p>1 000 enfants/jeunes ont été identifiés pour la formation sur les compétences de vie</p> <p>Les deux plateformes multifonctionnelles mises en place par DRC depuis la fin de l'année 2010 sont toujours opérationnelles à Betoko et Nangha Boguila, on estime à 10 000 le nombre d'enfant bénéficiant indirectement de ces structures.</p> <p>80 Maîtres artisans identifiés et formés à Bozoum, Paoua, Batangafo, Kabo et Kaga Bando</p> <p>La formation de 300 jeunes vulnérables (dont 66 filles et 234 garçons) aux petits métiers se déroule à Boubou, S/Préfecture de Bossangoa et durera trois (03) mois</p>	<p>Résultat 2.2. Les enfants vulnérables ont accès à une formation en compétence de vie appropriée à travers la mise en place des espaces amis des enfants. Ils ont accès à une assistance psychosociale intégrée de qualité et à des activités génératrices de revenus adaptées garantissant leur autonomie dans la vie adulte.</p> <p>Réalisations accomplies : La capacité technique de 24 maîtres artisans sont renforcés pour assurer l'encadrement des jeunes dans leurs communautés après la formation de Boubou La Jeunesse Pionnière Nationale (JPN, attachée au Ministère de la Défense) est dotée en matériel didactique pour l'apprentissage des enfants.</p> <p>Les 300 jeunes et les femmes vulnérables identifiés veulent être formés dans différents domaines : couture, soudure, maçonnerie, agriculture et élevage, mécanique et art culinaires. On a constaté que le choix des enfants reflète les besoins des marchés locaux. Cela sous attend que les jeunes après leur formation seront en mesure d'améliorer leur conditions de vie à travers les métiers qu'ils vont exercer</p> <p>L'identification des jeunes, de leurs besoins ainsi que des maîtres artisans a été faite de manière transparente avec l'implication des autorités administratives et locales ;</p> <p>L'approche était itérative (au moins deux missions d'identification effectuées ont permis le dénombrement définitif des jeunes bénéficiaires du projet) ainsi que le choix des maîtres artisans.</p> <p>La contribution du PAM à travers la mise à disposition de la JPN des vivres pour</p>	<p>Contrainte(s) : Persistance de l'insécurité dans le Nord et l'Est du Pays</p> <p>Solution(s) Proposée(s) : Voir résultat 1.1 et 2.1</p>

	<p>l'alimentation des apprenants contribue également à la réussite de la mise en œuvre du projet ;</p>	
<p>Une réunion de préparation de l'atelier de formation des partenaires sur la SSR, le VIH et SIDA, et les VBG a été organisée entre l'UNFPA et les partenaires de mise en œuvre du projet le UNFPA et ACABEF ont engagé des démarches s pour la signature d'un accord en vue de la formation des ONGs partenaires, les forces de défense, la justice, la santé et les affaires sociales sur la SR, le VIH et SIDA et les VBG.</p>	<p>Résultat 2.3. Une augmentation du nombre des survivants des violences sexuelles et basées sur le genre qui ont accès à des soins de santé, l'appui psychosocial et juridique selon les différent protocoles et directives inter agences pour l'assistance multidisciplinaire aux survivants des Violences sexuelles et basées sur le genre dentifiés(VSBG)</p> <p>Réalisations accomplies : Toujours dans le cadre de l'accord de partenariat entre l'UNICEF et DRC il est prévu d'assurer la prise en charge des femmes et filles victimes de violences sexuelles. Dans le cadre de la prolongation d'un accord de partenariat entre UNICEF et IRC pour la prévention et la réponse aux violences basées sur le genre, dans la préfecture de Bocaranga, les acteurs clés pour influencer le changement de comportement sont en train d'être identifiés. Ils bénéficieront avec les leaders traditionnels de formations spécifiques sur les droits de l'homme, les principes de la législation en vigueur et son applicabilité au niveau de l'administration judiciaire locale.</p>	<p>UNICEF-UNFPA</p> <p>Contrainte(s) : Situation d'insécurité persistant dans les zones de Nana Grebizi, Bamingui-Bangoran, Vakaga et Haute Kotto. Manque de partenaires qualifiés pour la prise en charge de victimes/survivants de VBG.</p> <p>Solution(s) Proposée(s) : Des discussions doivent être entamées avec les différents groupes armés pour obtenir la signature d'un plan d'action et l'accès aux acteurs humanitaires.</p> <p>Nécessité de renforcer les compétences techniques partenaires opérationnels pour une prise en charge correcte des VBG, et de fournir une leadership et coordination appropriée.</p>
<p>13 FACA (Forces Armées) et 40 membres de l'UPDF ont été formés et sensibilisés sur les 6 graves violations des droits des enfants en situation de conflit et sur le MRM. 40 membres de la société civile ont été formés également sur 6 graves violations des droits des enfants en situation de conflit et sur le MRM, mais aussi sur l'utilisation de la fiche de récolte des données sur les violations.</p>	<p>Résultat 3.1 Les Six violations graves des droits de l'Enfant en situation de conflit tels que décrits dans les résolutions 1612 et 1888 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sont collectées</p> <p>Réalisations accomplies : 6 Global Horizontal note ont été élaborées pour la RCA depuis le début du projet. Un rapport consolidé pour 2009-2010 a été élaboré sur la situation des enfants affectés par le conflit en RCA (Report of the Secretary-General on Children and Armed Conflict in the Central African Republic).</p> <p>Une session de recyclage des 26 formateurs FACA, Gendarmerie, Police s'est tenue pendant le mois de septembre. Les formateurs ont ensuite facilité une session de trois jours avec le corps enseignants des écoles de formation militaires, de la police et de gendarmerie, sur les droits des enfants et la résolution 1612, la nécessite d'inclure un curricula sur les droits des enfants dans le cursus de formation.</p>	<p>Contrainte(s) : Méconnaissance du MRM (Monitoring and Reporting Mechanism) et des six graves violations à l'égard des enfants, ressources humaines limitées, d'insécurité persistant dans les zones de Nana Grebizi, Bamingui-Bangoran, Vakaga et Haute Kotto.</p> <p>Solution(s) Proposée(s) : Nécessité d'orienter, informer et former les différents acteurs sur le MRM (Monitoring and Reporting Mechanism) et des six graves violations à l'égard des enfants. Renforcer le plaidoyer et la mobilisation des fonds (les fonds PBF ont l'aspiration d'être des fonds catalytiques), pour assurer une meilleure présence sur le terrain des acteurs concernés par le MRM. Des discussions doivent être entamées avec les différents groupes armés pour obtenir la signature d'un plan d'action et l'accès aux acteurs humanitaires.</p>

<p>30 membres des Ong locales et Nationales, censés faire partie et/ou être une source d'information pour l'Equipe Pays au niveau central et régional, ont bénéficié d'une formation approfondie sur la RCS 1612, le MRM et la fiche de récolte des données sur les violations des droits des enfants en situation de conflit.</p>	<p>Résultat 3.2. Les structures nationales et décentralisées du mécanisme de Collecte, Surveillance et Rapportage de la résolution 1612 du conseil de sécurité des Nations Unies sont rendus fonctionnelles.</p> <p>Réalisations accomplies : UNICEF. Deux réunions de l'Equipe Pays en charge du Mécanisme de Récolte et Transmission de l'information relatif RCS 1612 se sont tenues respectivement au mois de juillet et août 2011. Les membres ont validé les TdR et des points focaux par agence ont été identifiés pour le groupe technique de travail qui répondra à l'équipe Pays. Un premier draft de plan d'actions pour APRD et CPJP a été élaborée et transmise à l'Equipe Pays pour validation, mais également au bureau de la Représentante Spéciale pour les Enfants dans les Conflits Armes.</p> <p>Les discussions avec APRD et CPJP (faction de Ndele) pour la signature du plan d'action et le relâchement des enfants sont en train d'évoluer positivement.</p>	<p>Contrainte(s) : Méconnaissance du MRM (Monitoring and Reporting Mechanism) et des six graves violations à l'égard des enfants, ressources humaines limitées, d'insécurité persistant dans les zones de Nana Gribizi, Bamingui-Bangoran, Vakaga et Haute Kotto.</p> <p>Solution(s) Proposée(s) : Renforcer le plaidoyer et la mobilisation des fonds (les fonds PBF ont l'aspiration d'être des fonds catalytiques), pour assurer une meilleure présence sur le terrain des acteurs concernés par le MRM.</p>
<p>Réalisations accomplies par rapport aux prévisions avec référence aux indicateurs des résultats stratégiques (effets sectoriels) <i>Note :</i> L'exécution du projet a subi une accélération positive dans les derniers trois mois, en dépit de la situation d'insécurité persistante, des faibles compétences des partenaires, du manque de connaissance sur MRM et SCR 1612.</p> <p>En résumant, les activités prévues pour 2011 et en cours de réalisation sont actuellement :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Nombre d'EAFGA identifiés, démobilisés et réunifiés avec leur famille .identification, relâchement et réunification familiale de 500 enfants associés aux groupes d'autodéfense. Réunification familiale de 400 enfants anciens EAFGA. 2) Nombre de réseaux communautaire établis et rendus fonctionnels. 23 réseaux communautaires de protection de l'enfant établis et rendus fonctionnels. 3) Nombre d'enfants participants dans les activités dans les activités de réduction de vulnérabilité (AGR, formations professionnelles ou psychosociales). 2 300 enfants participants dans les activités dans les activités de réduction de vulnérabilité (AGR, formations professionnelles ou psychosociales), dont 500 enfants issus des groupes d'autodéfense, 400 enfants ancien vulnérables, 400 filles et garçons vulnérables, 1 000 enfants/jeunes identifiées pour la formation en compétences de vie. 		

- 4) **Nombre et types de cas de violations identifiées.** Environ 60 violations de la SCR 1612 identifiées depuis le début du projet, particulièrement dans le Nord, Nord Est et Sud-Est
- 5) **Nombre et types de rapports sur la 1612 soumis au CSNU.** 6 Global Horizontal note ont été élaborées pour la RCA depuis le début du projet et transmis au bureau de la Représentante Spéciale du Secrétaire General sur les enfants et les conflits armés.
- 6) **Nombre et types de réponses apportées aux différents cas de violations vérifiés.** Une discussion est en cours entre l'UNICEF et DRC concernant la mise ne place d'un projet pour la réintégration des enfants associés au CPJP. 13 FACA (Forces Armées). 40 soldats de l'UPDF, 40 membres de la société civile ont été formés et sensibilisés sur les 6 graves violations des droits des enfants en situation de conflit et sur le MRM. Les zones de combat restant inaccessibles, aucune mission de vérification et assistance spécifique aux enfants associés aux forces et groupes armées, n'a été entamée pour l'instant.

En plus des activités réalisées mentionnées ci-dessus, le plan de travail du quatrième trimestre prévoit :

1. La mise en œuvre de projet de réhabilitation et de réintégration individuels pour les enfants associés aux forces d'autodéfense.
2. La réalisation d'une enquête socio-anthropologique sur les GBV dans la préfecture de Bocaranga, pour identifier la meilleure approche à adopter pour surmonter les résistances culturelles et atteindre un nombre de victimes/survivants de GBV plus important.
3. L'accélération des discussions en cours avec APRD et CPJP pour la signature des Plan d'action
4. La mise en place d'un projet de réhabilitation/réinsertion des EAFGA avec CPJP.
5. L'amorçement de discussions avec FPR pour le relâchement des enfants y associés.